

Recherche...

- [Accueil](#)
- [Info](#)
- [Analyses](#)
 - [Commentaires](#)
 - [Articles](#)
 - [Interview](#)
 - [Table ronde](#)
 - [Chroniques](#)
- [Galeries](#)
- [Programmes](#)
- [Opinions](#)
- [Archives](#)
- [Radio Islam](#)
- [Radio Culture](#)
- [Afrique](#)

info en bref

- [Poutine ordonne le développement de missiles ultra-lourds](#)
- [Conflit à l'intérieur du gouvernement israélien](#)
- [Zoom sur la presse iranienne\(2 septembre 2014\)](#)
- [Nucléaire iranien : Hollande informe les Saoudiens](#)
- [Les plans secrets US pour l'Afghanistan](#)
- [Agresser la Crimée équivaldrait à agresser la Russie \(Moscou\)](#)
- [Daesh veut multiplier la diffusion des scènes de décapitation](#)
- [Israël: le cabinet sécuritaire s'entre-déchire..](#)
- [Toute tentative de désarmer la Résistance vouée à l'échec!!](#)
- [Yémen : le président Hadi démet le gouvernement](#)

mardi, 02 septembre 2014 02:16

Les Etats-Unis aideront Assad...Mais...

 Taille de police [Imprimer](#) [Ajouter un commentaire](#)

IRIB-Les Etats-Unis ont décidé de pilonner les postes de «Daech» (EI) en Syrie.
Damas a été informée de la décision qui sera exécutée en coordination avec les autorités syriennes. Bientôt, les chasseurs américains survoleront le territoire syrien. Les données sont échangées entre les services de sécurité occidentaux et leurs homologues syriens.

Washington et plusieurs pays européens pourraient démentir toute disposition à coopérer avec l'administration du président Bachar Assad. C'est normal. Une partie du nouveau spectacle. Ce démenti pourrait aussi être déjà convenu. Il est difficile pour les pays ayant demandé le départ d'Assad, depuis le début de la crise, de justifier devant le monde la coopération avec ce dernier. Ce n'est qu'une mise en scène. Mais dans la réalité, les démarches de la coopération se sont accélérées:



Damas a réagi positivement à la résolution internationale 2170. Le ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem, a annoncé que son pays salue «la coopération et la coordination sur les deux plans, régional et international, dans la lutte antiterroriste». Il est allé plus loin dans sa déclaration. Il a dit, explicitement, que la coopération avec les Etats-Unis et l'Angleterre est la bienvenue. Mais Mouallem a aussi affirmé que toute violation de la souveraineté syrienne sera considérée comme une offensive.

Cette position syrienne fut le



changement public le plus sérieux dans la relation avec l'occident. Moualllem avait lui-même éliminé, il y a deux ans, l'Europe de la carte. Assad avait accusé tous ces pays de faire partie du complot contre la Syrie.

Celui qui sait comment Walid Moualllem choisit minutieusement ses propos, comprend qu'un tel changement est le fruit d'une série de contacts directs et indirects qui ont précédé l'annonce. Des pays connus, comme la Russie et l'Iran, ont joué un rôle dans ces tractations. D'autres y ont aussi contribué. L'objectif était de parvenir à une formule qui permet aux forces américaines de pilonner «Daech» en Syrie, sans qu'il ne s'agisse d'une violation de la souveraineté syrienne ni d'une modification publique de la position américaine à l'égard d'Assad. Un accord a été conclu. La mise en scène aussi.

Les images de la décapitation du journaliste James Foly ont accéléré ce rapprochement. L'exécution n'a pas seulement confirmé la détention de Foly par les groupes takfiris, non par le régime. La publication des images terrifiantes de la décapitation (indépendamment de la date et de la méthode), a poussé le président Barack Obama à dire que «Daech n'adhère à aucune religion et n'aura pas de place dans le monde». Les Etats-Unis ont jugé le meurtre du journaliste comme une déclaration de guerre. Puis la détention des fonctionnaires onusiens au Golan a accéléré les démarches de la coordination. Toute coalition serait donc justifiée. Ces décisions ont été précédées d'une résolution du Conseil de sécurité. Celui qui examine cette résolution, comprend qu'elle évoque une coopération entre «tous les pays». En d'autres termes, la Syrie n'a pas été mise à l'écart. Selon les informations, Damas était au courant du projet de résolution britannique avant qu'il ne soit approuvé. Si cette dernière n'avait pris en compte la coopération avec les autorités syriennes pour frapper «Daech», la Russie aurait opposé le veto. Le message est donc clair.

Bref, la décision de frapper «Daech» en Syrie est prise. Comment Obama justifiera-t-il son action?

Cette question est compliquée. On rapporte qu'une discussion a eu lieu au sein de l'administration américaine à ce propos. Un autre débat encore plus difficile a eu lieu avec certains alliés de la Syrie, dont les Russes et les Iraniens.

Le principe du repositionnement américain à l'égard du régime syrien, a été approuvé depuis une certaine période. Obama et autres hauts responsables n'évoquaient plus le départ d'Assad ou le changement du régime syrien. Ils espéraient que les alliés de Damas, notamment Moscou et Téhéran, accepteraient de maintenir le régime, avec quelques modifications, à condition de remplacer Assad par un autre. Cette proposition n'a guère été admise, même si les Européens estiment désormais que le rapprochement avec Téhéran est plus productif que la discussion avec les Russes. Les deux autorités, iranienne et russe, sont restées fermes à l'égard du départ d'Assad. Il fallait donc faciliter la mission d'Obama par des fuites d'informations. Celui qui a lu les journaux américains et britanniques, dans les dernières semaines, n'a pas été surpris par l'ampleur de la promotion de l'idée selon laquelle, pas d'élimination de «Daech» sans coopération avec Assad. La coopération avec le régime syrien est meilleure que tout autre choix concernant l'opposition. C'est de cette manière qu'on pave la voie aux mutations.

Ces fuites ont eu lieu dans un contexte de mouvement iranien vers les pays du Golfe et d'une communication directe irano-saoudienne. Des contacts précédés d'une entente entre l'Iran, les pays du Golfe et les Etats-Unis à propos de l'Irak.

Admettre l'exclusion de Nouri Maliki, ne fut pas passager. Ce fait a coïncidé avec une importante visite du président égyptien, Abdel Fattah Sissi, en Russie, où fut convenu le soutien de la solution politique en Syrie. Les cartes de pression sont maintenues: «Daech» et ses offensives contre l'armée syrienne, ainsi que le mouvement des Houthis qui assiègent Sanaa.

Que signifient ces faits?

Deux possibilités uniques. Les Etats-Unis auraient accepté le fait accompli, le maintien d'Assad au pouvoir et la coopération avec lui, coûte que coûte, par crainte d'être exposés à des attentats terroristes, ou bien ils espèrent toujours jeter les fondements d'une nouvelle structure intérieure en Syrie, pour permettre aux adversaires d'Assad de participer au pouvoir, sans qu'il n'y ait renversement du régime. De ce fait, les Etats-Unis auraient satisfait leurs alliés.

Certains promeuvent une troisième option: permettre aux avions américains de pilonner «Daech», pourrait paver la voie à des frappes contre les postes du régime syrien. Damas et ses alliés semblent confiants quant à l'impossibilité de cette option, pour des raisons stratégiques concernant la totalité de la région.

Effectivement, le spectacle de la région montre que toutes les parties sont désormais lasses. Elles aspirent toutes à des solutions qui cessent l'effusion de sang et qui dissuadent le monstre du terrorisme. Dans un tel contexte, il est difficile qu'on prévoit une partie qui sortira victorieuse et une autre qui essuiera la défaite. La région serait entrée dans l'ère du rapprochement exigé, après la montée en puissance de «Daech» qui a dépassé les lignes rouges pour devenir une menace pour tous.

Lorsque les avions américains survoleront prochainement la Syrie, une partie du spectacle régional et international serait en voie de changement. Pourtant, nul ne peut prévoir le dénouement. Toutes les parties sont en pleine confusion, épuisées. Elles sont en quête des solutions les moins coûteuses.

Al-Akhbar